

Réponse à consultation

Lausanne, le 18 février 2018

Réponse du canton de Vaud à la consultation fédérale sur la contribution de la Confédération au projet de Jeux olympiques et paralympiques d'hiver Sion 2026

Réponse à consultation des Verts vaudois

Monsieur le Conseiller d'Etat,

Les Verts vaudois vous remercient de les avoir consultés sur cet important projet, dont les conséquences seraient importantes pour le canton et la Confédération, tant au niveau financier qu'en matière touristique, environnementale ou sécuritaire.

La position des Verts vaudois est très critique quant à ce projet, car nous estimons qu'il fait courir de nombreux risques aux finances publiques, à l'environnement et à un développement harmonieux et réfléchi des Alpes romandes.

L'utilisation de manière disproportionnée et parfois quelque peu aléatoire de termes tels que « dynamisme », « opportunités » ou « excellence », rarement suivis d'exemples concrets, donnent la désagréable impression d'une opération de marketing plutôt que d'un projet de société sérieux et bien structuré.

Comme déjà indiqué à plusieurs reprises, les Verts regrettent fortement que les vaudoises et les vaudois ne puissent s'exprimer dans les urnes sur cet important projet. Comme cela est abondamment expliqué et souligné dans le rapport explicatif du Conseil Fédéral, les impacts se feront sentir partout et sur le long terme. La moindre des choses serait dès lors de laisser toutes et tous les concerné-e-s s'exprimer.

Au-delà de ces considérations d'ordre général, nous développons ci-dessous nous principaux arguments, reprenant la structure du rapport explicatif de la Confédération. Opportunités pour la Suisse, son image et son développement :

Les Verts vaudois ne partagent pas l'optimisme des services de la Confédération quant aux retombées positives de ce projet, notamment pour le tourisme. Aucune réflexion ne semble être amorcée quant à l'avenir à long terme du tourisme de montagne, ce qui indépendamment du projet Sion 2026 nous inquiète et interpelle. Les changements climatiques induits par l'activité humaine ont en effet des conséquences importantes sur l'enneigement en montagne. Les récentes et abondantes chutes de neige de ce début d'hiver ne doivent pas nous induire en erreur : une étude de l'Office fédéral de l'environnement souligne ainsi qu'il y a en moyenne 40 jours d'enneigement aujourd'hui en montagne (contre 30 environ d'ici 2060), et que l'enneigement a diminué de 25% à 2500m depuis 40 ans. Cette tendance est destinée à se poursuivre et à s'accroître, rendant la pratique du ski et d'autres sports d'hiver aléatoire dans de nombreuses stations. Il est donc urgent de réorienter le tourisme alpin vers une offre « quatre saisons », moins dépendante du ski. C'est d'ailleurs ce qu'envisage et promeut le rapport « Alpes vaudoises 2020 » élaboré par le Conseil d'Etat.

Réponse à consultation

Certaines stations ont d'ailleurs pris cette direction, et développent des activités sur l'ensemble de l'année, en misant sur la valorisation de la nature et du patrimoine. L'organisation de Jeux Olympiques d'hiver risque de ruiner les efforts consentis, et de pousser à perpétuer un modèle de développement qui n'a plus lieu d'être. Tout axer à nouveau sur les sports d'hiver revient à condamner à moyen terme les stations des Alpes, qui n'auront que leurs yeux pour pleurer le jour où un enneigement hivernal sera devenu l'exception plutôt que la règle.

L'héritage olympique et sa concrétisation :

Les Verts vaudois sont perplexes quant à ce projet de mise en place d'un « héritage » des Jeux via l'investissement de fonds dans des projets annexes et indépendants de Sion 2026. Il nous semble en effet que ces investissements – qui mériteraient d'être précisés – pourraient et devraient avoir lieu sans cette candidature. Laisser entendre que notre pays ne peut promouvoir le sport populaire ou améliorer la qualité de ses régions alpines sans ce type de projets pharaoniques n'est ni sérieux ni souhaitable.

Le sport doit être soutenu et encouragé, notamment dans sa version populaire et accessible à toutes et tous. Il n'y a cependant pas besoin d'organiser des Jeux Olympiques pour cela, et des politiques ciblées, moins dispendieuses et soutenant avant tout les clubs amateurs, dans lesquels évoluent des passionné-e-s bénévoles peuvent être mises en place sans la lourde et risquée infrastructure olympique.

Infrastructures :

Même en utilisant majoritairement des infrastructures déjà existantes, comme le promettent les promoteurs du projet, une manifestation de l'ampleur des Jeux Olympiques d'hiver ne peut avoir qu'un impact important sur l'environnement et l'écosystème alpin. Que ce soit en termes de transports, d'aménagement du territoire ou encore d'utilisation des ressources, l'environnement risque d'être l'un des grands perdants de cette aventure.

Chaque projet de rénovation/agrandissement d'infrastructures ou de construction de nouvelles devrait à tout le moins faire l'objet d'une analyse minutieuse de son impact environnemental, et prévoir des mesures compensatoires fortes et efficaces, allant au-delà des promesses pieuses.

Concernant les axes de transport, la surcharge de trafic et les émissions polluantes en découlant nous inquiètent, car l'hiver est une période à risque en matière de dépassement des valeurs limites d'émissions de particules fines. La qualité de l'air de la région lémanique et de la Vallée du Rhône risque donc d'être fortement impactée durant plusieurs semaines. Ce d'autant plus que la pollution ne concernera pas seulement les semaines de Jeux mais aussi tous les nombreux déplacements avant et après effectués par les membres des équipes, le personnel d'encadrement, les médias, etc.

Le réseau ferroviaire risque également d'être mis à rude épreuve, et nous nous interrogeons sur les effets de situations météorologiques « extrêmes » qui surviendraient peu avant ou durant les Jeux, et qui bloqueraient pendant plusieurs heures ou plusieurs

Réponse à consultation

jours certains axes ferroviaires. Les probables travaux qui seront en cours en 2026 à la gare de Lausanne pour son agrandissement devraient également être mieux pris en compte, car ils engendreront sans doute des nuisances.

Ajouter plusieurs centaines de logements dans un marché immobilier sédunois où l'offre dépasse aujourd'hui fortement la demande nous laisse enfin perplexes, et nous fait craindre l'apparition de « cathédrales dans le désert » que les promoteurs disent pourtant vouloir éviter.

Sécurité :

Les conséquences de la mobilisation de très nombreux gendarmes et autres agent-e-s de sécurité durant toute la durée des Jeux, mais aussi durant le WEF, devraient être mieux prises en compte. Les hommes et femmes mobilisé-e-s devront effectuer de nombreuses heures supplémentaires, et ne seront pas à disposition de leur corps de police pour effectuer des missions sur le terrain. Les problèmes d'effectifs seront donc importants pour tous les corps de police romands, et ce sur une durée de temps dépassant largement celle des Jeux.

Les missions confiées à des entreprises de sécurité privées devront par ailleurs être très clairement définies à l'avance, et strictement cadrées afin d'éviter tout abus.

Nous reviendrons ci-dessus sur les coûts de dite sécurité, notamment pour les finances cantonales et communales.

Durabilité :

Cette partie manque cruellement d'informations concrètes, d'objectifs chiffrés et d'annonces dépassant le vœu pieu. La candidature a beau être au stade de projet, les organisateurs se sont longuement vantés de l'aspect extrêmement abouti de ce dernier. Il semblerait donc souhaitable que la Confédération détermine des objectifs concrets dans les trois domaines du développement durable (environnement, économie et social) avec comme exigence pour le soutien financier un strict respect de ces derniers. Cela pourrait par exemple passer par l'emploi exclusif d'énergies renouvelables, une compensation complète et locale des émissions de CO2 ou encore des mesures de lutte contre le dumping salarial et le travail au noir sur les chantiers.

Finances :

Le budget présenté nous semble devoir être pris avec la plus grande prudence. Les expériences des Jeux Olympiques d'hiver ou d'été organisés ces 30 dernières années montrent en effet que des dépassements budgétaires compris entre 50% et 300% du budget initialement prévu sont la norme. Cela ne vaut pas seulement pour des projets « extravagants » comme celui de Sotchi en 2014, mais aussi pour des projets plus semblables à celui de Sion 2026, comme Vancouver 2010 ou Turin 2006. Il faut donc s'attendre à ce que les pouvoirs publics doivent être mis d'une manière ou d'une autre bien plus fortement à contribution, et épongent des déficits qui pourraient se chiffrer en milliards.

Réponse à consultation

Les Verts vaudois sont surpris par la générosité de la Confédération vis-à-vis de ce projet, en une période de réduction des budgets fédéraux et de limitation des dépenses. L'argent investi ici manquera fatalement ailleurs, et nous estimons que d'autres projets, comme la poursuite et le renforcement des investissements dans les transports publics, le soutien à l'agriculture ou la mise en place de nouvelles politiques sociales comme un congé paternité doivent primer sur cette aventure olympique.

Le volet des dépenses concernant la sécurité nous interpelle tout particulièrement, car elles seront majoritairement à charge des cantons. Le canton de Vaud sera appelé à fournir un effort particulier, et dépensera au mieux plusieurs dizaines de millions de francs. Là encore, cet argent manquera ailleurs, ce qui est regrettable.

La question de l'engagement des forces de polices communales et des coûts y relatifs est absente de la planification, et devrait y figurer. Les corps de police communaux seront en effet sans aucun doute également mis à contribution.

Enfin, la loi vaudoise (LFacManif) prévoit la facturation des frais de sécurité pour les manifestations. Le Conseil d'Etat peut exonérer tout ou une partie de la somme due. En cas d'exonération totale, il se produirait une inégalité de traitement importante et injustifiée vis-à-vis de manifestations vaudoises de plus petite taille, qui peinent souvent à faire face aux dépenses et qui n'ont personne leur promettant des garanties de déficit. Nous invitons donc le Conseil d'Etat à facturer une part non négligeable des frais de sécurité aux organisateurs, afin de ne pas grever inutilement les finances cantonales et de garantir un traitement équitable vis-à-vis de la culture et du sport populaires vaudois.

Conséquences environnementales :

Les conséquences environnementales nous semblent fortement sous-estimées, et des études plus approfondies devraient être exigées aux organisateurs par la Confédération. Les Alpes sont déjà aujourd'hui mises à rude épreuve par les activités humaines, et tout impact supplémentaire doit être mûrement réfléchi et faire l'objet de compensations suffisantes.

Les associations de protection de l'environnement devraient être consultées et associées dès le départ à tout projet de ce type.

Nous peinons enfin à voir comment une manifestation drainant plusieurs dizaines de milliers de personnes sur des sites alpins, générant un trafic important et nécessitant des investissements non négligeables en matière d'infrastructures sur des sites naturels pourrait « (...) apporter une contribution à la réalisation d'objectifs politiques en matière de développement durable, d'énergie, de protection du climat et de l'environnement et d'aménagement du territoire » comme cela est écrit en page 47 du rapport explicatif.

En résumé, les Verts vaudois sont opposés au projet de Jeux Olympiques Sion 2026, que nous jugeons nuisible pour les finances fédérales, cantonales et communales tout comme pour l'environnement. Nous demandons donc que le Conseil Fédéral retire ses projets de décrets, et renonce à un financement du projet. Cet argent sera bien plus utile dans des projets soutenant vraiment le sport populaire, par exemples les petits clubs locaux qui peinent souvent à subvenir à leurs besoins financiers, et dépendent exclusivement de bénévoles.



Réponse à consultation

Si le Conseil Fédéral décidait de poursuivre sur sa voie, les Verts vaudois réclament un scrutin national, à défaut d'avoir pu mener un véritable débat au niveau cantonal.

Nous vous remercions pour l'attention portée à cette réponse à votre consultation, et vous prions de croire en l'expression de notre considération distinguée.

Pour les Verts vaudois

Alberto Mocchi, Président